

Décentralisation

# Frédéric Bierry fustige les « mous du genou » et les « copinages politiques »

Frédéric Bierry et les tenants d'une sortie de l'Alsace du Grand Est lancent un « manifeste pour l'Alsace » et comptent désormais sur le débat parlementaire qui aura lieu cet automne autour d'une future loi de décentralisation. Ils affirment aussi que leur projet n'est pas identitaire.

Après la consultation, la concertation, les résolutions officielles et les actions de lobbying infructueuses, voici le manifeste. Frédéric Bierry, le président de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) a présenté, ce vendredi à Strasbourg devant environ 150 élus alsaciens, « un manifeste pour l'Alsace » qui demande « la création d'une région Alsace, collectivité unique rassemblant les compétences de la Collectivité européenne d'Alsace et des régions sur le périmètre de l'Alsace ».

Cette opération de mobilisation des élus alsaciens (maires, conseillers d'Alsace ou parlementaires, certains venus en car) intervient au lendemain de la publication du rapport Woerth sur la décentralisation. Ce document ferme la porte au projet alsacien et s'aligne sur les propos du président de la République tenus le 26 avril à Strasbourg.

Frédéric Bierry, qui n'avait jusque-là pas réagi au rapport,



Les tenants d'une sortie de l'Alsace du Grand Est ont présenté leur manifeste. Photo Franck Kobi

dans un discours longuement applaudi par les élus réunis dans le grand hall de l'hôtel de la CEA, a également cité le député Renaissance de Saint-Dié David Valence, président de la délégation aux collectivités territoriales, ainsi que Boris Ravignon, qui fut comme le précédent vice-président de la région Grand Est et auteur d'un rapport sur le coût du millefeuille administratif français. Et Frédéric Bierry de fustiger « des postures et des impostures politiciennes et copinages politiques, je comprends parfois que nos concitoyens soient écoeurés, désespérés de la vie politique française quand ils sont face à

des élus sans colonne vertébrale, sans vision solide, mus par des intérêts personnels et de carrière. (...) Je dois avouer que j'en ai un peu marre des mous du genou de la République ».

« Notre projet n'est pas tourné contre les autres »

Il a, à nouveau, défendu le projet de collectivité qui serait à la fois département et région, avant de se montrer très critique vis-à-vis des négociations en cours avec son homologue de la région Franck Leroy sous l'égide de la préfète : « Une concertation ouverte avec une porte fermée ».

Il a ensuite fait monter sur

l'estrade les parlementaires centristes alsaciens Brigitte Klinkert, Olivier Becht et Hubert Ott qui ont tous trois répondu aux critiques qui se font jour et qui accusent de visées identitaires le projet de retour à une région Alsace. « Si je suis là, a dit la députée de Colmar, c'est pour redire que le projet d'une collectivité alsacienne à statut particulier n'est pas un projet identitaire, un projet de repli ou un projet d'exclusion des autres, c'est un projet positif ». « Notre projet n'est pas tourné contre les autres, mais pour l'Alsace et pour la France » a abondé Olivier Becht, « être plus forts pour la compétitivité,

l'attractivité, le bien-être de notre territoire ».

Hubert Ott estime, lui, que le périmètre du Grand Est a fait oublier la « rhénanité » de l'Alsace. Avant d'ajouter : « La destruction du Grand Est et le repli identitaire ne sont pas notre moteur. Nous avons uniquement la volonté de construire, nous voulons une collectivité alsacienne française, ouverte sur l'Europe, pionnière pour une action publique simplifiée, de proximité, à l'alsacienne. »

Ils ont été suivis du conseiller régional d'opposition Armand Marx, qui a accusé la région d'éloigner les citoyens des centres de décision.

Mais, le sénateur apparenté LR André Reichardt, par ailleurs président du Mouvement pour l'Alsace (MPA), a été le plus virulent. « De qui se moque-t-on ? Au mépris qui est manifesté à l'égard d'une de-

mande alsacienne s'ajoute une provocation [à propos du rapport Woerth]. (...) Les Alsaciens ne sont pas des révolutionnaires, encore moins des terroristes, on ne va pas aller faire sauter une préfecture (...) mais dans une semaine, il y a les européennes, certains vont voter avec leurs pieds et d'autres iront voter aux extrêmes ».

Le manifeste présenté ce vendredi renvoie aux travaux parlementaires du futur projet de loi sur la décentralisation et fait « appel à la sagesse du débat parlementaire de cet automne ». Pour conclure, Frédéric Bierry a appelé à participer à « la marche pour l'Alsace » organisée ce samedi autour du Mont Sainte-Odile. Il y sera en début de manifestation, a-t-il annoncé.

● Olivier Claudon  
Voir aussi notre vidéo sur [www.dna.fr](http://www.dna.fr)

## Une « marche pour l'Alsace » autour du Mont Sainte-Odile ce samedi

Le conseiller d'Alsace Victor Vogt, maire de Gundershoffen, et plusieurs élus et non élus, organisent une « marche pour l'Alsace » ce samedi 1<sup>er</sup> juin, autour du Mont Sainte-Odile pour « amplifier la mobilisation » en faveur du projet de sortie de l'Alsace du Grand Est et faire suite aux récentes évolutions du dossier.

La manifestation est annoncée apolitique et transpartisane, les drapeaux politiques et discours sont pros crits.

Le rendez-vous est donné à 9 h 30 sur le parking P3 à Ottrott, pour un départ à 10 h et une arrivée vers 11 h au Mont Sainte-Odile.

Alsace Moselle

## Bilinguisme : le cri d'alarme des associations

Les associations de promotion du bilinguisme redoutent un effondrement du système d'enseignement de l'allemand en Alsace et en Moselle. Elles demandent à la Collectivité européenne d'Alsace un effort supplémentaire pour valoriser la langue régionale dans notre région.



Pierre Klein, président de fédération Alsace bilingue souhaite que la CEA s'engage davantage pour l'enseignement bilingue. Photo Franck Kobi

proposant des enseignements de langue et de culture régionales qui peuvent être assurés par des intervenants bilingues recrutés par elle, et en encourageant l'enseignement associatif initié par le réseau des écoles ABCM *Zweitsprachigkeit*.

Des actions symboliques le 1<sup>er</sup> juin

La CEA doit aussi, selon la fédération, user de son autorité pour en appeler à la responsabilité des maires qui refusent d'ouvrir des classes de maternelles bilingues ou qui suscitent des difficultés pour le réseau ABCM. Elle doit « diffuser un message clair sur la nécessaire complémentarité des actions de promotion du dialecte et de l'allemand standard », indique la FAB, qui se joint à l'appel à la mobilisation lancé pour le 1<sup>er</sup> juin par le collectif de défense des langues régionales de France « Pour que vivent nos langues ».

Ce collectif, qui regroupe des associations bretonnes, basques, corses, alsaciennes, occitanes, ultra-marines, etc., appelle ce samedi-là à une journée de mobilisation et de manifestations. En Alsace et en Moselle, la FAB exclut une manifestation de rue « car le délai est trop court pour l'organiser », mais des actions prenant la forme de mini-rassemblements devant des écoles ABCM ou des mairies sont prévues.

● Julien Steinhäuser

d'« alibi ». La FAB plaide pour « la mise en place d'une structure spécialisée de formation des professeurs ».

Mais surtout, la FAB demande aux élus, et notamment à la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) d'actionner le levier politique. Sur un plan « philosophique », tout d'abord. « Il faut délivrer une image positive de l'alsacien et par conséquent l'utiliser dans l'espace public, lui apporter une existence sociale », argumente la FAB.

Sur un plan juridique, ensuite. « La CEA doit pleinement assurer les compétences qui lui ont été attribuées par la loi du 2 août 2019, notamment en créant le comité stratégique de l'enseignement de la langue allemande en Alsace, prévu par cette loi,

**Sauter**  
Four SOP2634X  
Pyrolyse 110 fonctions dont vapeur et pain 112 recettes auto

649,99€ **549,99€**

dont 10,00€ d'éco-part

**LE CHOIX DURABLE**

A+

FRANCE

# BON PLAN

**COMMANDEZ, ON SE CHARGE D'INSTALLER**<sup>®</sup>  
Livraison et installation offertes avec Darty Max<sup>®</sup>

**Du 1<sup>er</sup> au 23 juin 2024**

(1) Avec Darty, faites le choix durable Sélection d'appareils plus fiables et plus durables en Gros et Petit-électroménager et multimédia. (2) Prix le plus bas pratiqué sur darty.com dans les 30 jours qui précèdent le début de l'opération. (3) Pour les « produits volumineux » éligibles. Voir les tarifs et les conditions de livraison et vérifiez votre éligibilité auprès d'un vendeur en magasin ou sur darty.com. (4) Voir conditions d'application des avantages Darty Max dans les Conditions de Livraison disponibles sur darty.com. Codic : 707205